

Jean-Michel Delacomptée: «La peste à Lyon décrite par Ambroise Paré, ou le rappel d'un autre monde que le nôtre»

TRIBUNE - L'écrivain et universitaire souligne l'immense progrès qu'ont apporté la médecine et l'État à l'époque contemporaine, au regard du dénuement des Français du XVI^e siècle face à la peste.

Par Jean-Michel Delacomptée

Publié hier à 20:34, mis à jour hier à 20:34



Jean-Michel Delacomptée est l'auteur d'
Ambroise Paré - La Main savante (Gallimard), portrait littéraire du père de la chirurgie moderne.
Clairefond

Agrégé de lettres et maître de conférences honoraire, romancier et essayiste, Jean-Michel Delacomptée est l'auteur de nombreux portraits littéraires qui ont fait date, en particulier de Montaigne, La Boétie, Racine, Bossuet et Saint-Simon, souvent parus dans la

prestigieuse collection «L'Un et l'Autre» de J.-B. Pontalis chez Gallimard. Il a récemment publié La Bruyère, portrait de nous-mêmes (Robert Laffont, 2019, 216 p., 18 €), salué par la critique.

Il est également l'auteur d'Ambroise Paré - La Main savante (Gallimard), portrait littéraire du père de la chirurgie moderne.

Le mardi 13 juin 1564, le jeune roi Charles IX accompagné de sa mère Catherine de Médicis fit son entrée à Lyon que la peste ravageait. On mourait partout, dans les rues comme chez soi. Les cimetières étaient pleins de morts et d'agonisants entassés ensemble. Les fossoyeurs, habillés en jaune, jetaient les cadavres dans le Rhône. D'après l'historien Claude de Rubys (1533-1613), la peste à Lyon causa 60.000 morts. Chiffre certainement excessif, mais éloquent.

Ambroise Paré, le père de la chirurgie moderne, figurait dans le cortège royal. C'était le chirurgien de Charles IX comme il l'avait été de son père Henri II et de son frère aîné François II. Âgé d'une cinquantaine d'années, il avait une vaste expérience des épidémies et autres malheurs du temps. Après le retour à Paris, Catherine de Médicis lui demanda de rédiger un traité de la peste, et, dans ce cadre, de faire le récit du voyage à Lyon. Le traité décrit une réalité terrifiante.

Le nombre de décès redoutés dans le monde, rapportés aux 7,6 milliards d'individus, compte peu en proportion de la peste lyonnaise, comme de toutes les épidémies passées

Le coronavirus relève d'un autre ordre de grandeur. Le nombre de décès redoutés dans le monde, rapportés aux 7,6 milliards d'individus, compte peu en proportion de la peste lyonnaise, comme de toutes les épidémies passées. Le récit d'Ambroise Paré, comme ceux d'autres événements analogues, met en lumière, par contraste, les prodiges du progrès aussi bien médical que social dont notre modernité peut se targuer. En dépit de la défiance que suscite l'exécutif et des plaintes déposées contre lui, il faut souligner combien l'investissement du personnel politique et l'action solidaire des services publics tranchent sur la débandade générale observée par Paré.

Il décrit une ville à l'abandon, exemple d'une société sans État, où tout manque, nourriture, soins, charité, où les magistrats ont fui et la justice avec eux, où règnent l'anarchie, le crime, le chacun pour soi, où on lapide les médecins, les apothicaires et les barbiers choisis par les autorités pour soigner les malades et qu'on accuse d'infecter les gens sains. L'impression qui se dégage du récit est celle d'une solitude, d'une déshérence, d'une détresse absolues.

Face au coronavirus, rien de cet abandon. C'est tout le contraire, une mobilisation mondiale. Retour des frontières sans doute, des nations peut-être

Aucun secours à attendre, aucune main tendue. Les prêtres eux-mêmes désertent. Seuls demeurent, dans les bonnes maisons, de jeunes chirurgiens qu'on y enferme pour assister les pestiférés. Ils sont vêtus de drap noir avec un clou de girofle en bouche censé les garder de l'infection. En désespoir de cause, Paré, dans son traité, les munit d'un prêche à réciter aux mourants, explication par la

colère de Dieu contre nos péchés, pauvre et ultime consolation pour donner un sens au fléau qui frappe indifféremment femmes, hommes, enfants, vieillards.

Face au coronavirus, rien de cet abandon. C'est tout le contraire, une mobilisation mondiale. Retour des frontières sans doute, des nations peut-être, et pourtant, plus que jamais, le monde est un village. Bon signe pour l'écologie globale. Quant à l'État, il reparaît en majesté. On peut se scandaliser de l'impéritie du pouvoir, lui reprocher de naviguer à vue, l'accuser d'avoir mal anticipé ce qui a soudain surgi. On peut, par réflexe anthropomorphique ou pensée magique, tenter de récuser le caractère absurde de l'épidémie en la désignant, par un discours martial, comme une puissance hostile.

Elle est simplement absurde, au sens de Camus. Elle survient, elle s'étend, elle disparaîtra. Le coronavirus révèle de notre société des aspects qui feront l'objet d'innombrables analyses à nouveaux frais, mais par lui-même il représente une réalité brute, dénuée de toute signification. Confrontées à cette catastrophe imprévisible quoiqu'elle fût envisageable, les autorités civiles et militaires réagissent, comme le corps médical, avec une conscience aiguë de leurs devoirs.

Accabler l'exécutif ne constitue qu'un moyen humain, trop humain, de défense symbolique. Le transformer en bouc émissaire heurte la raison et choque la conscience. Au temps d'Ambroise Paré, on invoquait l'ire de Dieu. Aujourd'hui, c'est la faillite du pouvoir, rendu toujours plus coupable au fil des jours. Simultanément, une majorité de nos concitoyens réclame toujours plus de poigne, toujours moins de libertés, la fermeture de tous les lieux de vie, le confinement total.

L'État de droit semble toutefois solide. En témoigne le cas du remède préconisé par le Pr Raoult, la chloroquine, qui fut d'abord réprouvé par les autorités compétentes

On comprend l'angoisse qui fouette cette demande. Mais le risque est que l'exécutif, pour contrer les accusations, n'en rajoute dans le tour de vis. L'esprit démocratique perdrait ce qu'y gagnerait la sécurité. Autre menace, presque aussi invisible que le virus, et à ce titre inquiétante.

L'État de droit semble toutefois solide. En témoigne le cas du remède préconisé par le Pr Raoult, la chloroquine, qui fut d'abord réprouvé par les autorités compétentes. Paré rencontra le même interdit: contre la peste, il proposa en vain l'usage de l'antimoine, que la faculté condamnait. Aujourd'hui, les autorités, convaincues par l'urgence, ont autorisé par décret la prescription conditionnelle de chloroquine. L'exécutif assume ses responsabilités. Sans faire litière des erreurs et des fautes, l'équité exige qu'on en prenne acte.

L'État ne peut pas tout, affirma Lionel Jospin. Le discours a radicalement changé: l'État paiera, a déclaré Emmanuel Macron. L'anaphore «*c'est la guerre*» n'était qu'un effet de manche, une figure de rhétorique. L'engagement solennel de l'État sonne au contraire comme un tocsin, un secours et une espérance. La peste à Lyon douloureusement décrite par Ambroise Paré s'enténébrait dans une désolation affreuse.

Elle n'ouvrait sur rien, sauf sur le chaos, les prières et la mort. Paré terminait le prêche aux jeunes chirurgiens par la formule de glorification divine «*ainsi soit-il*». En déclarant que l'État paiera,

l'annonce présidentielle a sobrement glorifié la volonté des hommes. Et dans ces conditions, si le coronavirus, en son absurdité, possède une vertu, c'est de réveiller en nous le sens du tragique, seule façon de nous obliger à redéfinir avec méthode le monde où nous voulons vivre.